

RESUME : En RDC, l'affaire du M23 continue à donner lieu à des prises de position en sens divers et à différents types de tentatives pour aboutir à la paix au Nord Kivu sans que l'on ne voie pour le moment le bout du tunnel. Au niveau de la CIRGL, des négociations auxquelles participent une délégation congolaise conduite par le ministre des Affaires étrangères, une délégation du M23 qui ne comprend pas les principaux chefs militaires et politiques, deux députés de l'opposition non invités par les autorités de la RDC et qui seraient proches du M23 et des représentants de la société civile du Kivu, ont été initiées à Kampala, bien que ces négociations soient récusées par l'opposition qui a toutefois rencontré le président congolais et a réitéré son exigence d'un « dialogue républicain inclusif ». L'agenda et le contenu de ces négociations, qui se déroulent sous une forte tension et ont donné lieu à un boycott d'une journée par le M23, ne sont pas connus ([RDC_13](#)) ([RDC_14](#)) ([RDC_15](#)) ([RDC_16](#)) ([RDC_17](#)) ([RDC_18](#)) ([RDC_19_1](#)). De leur côté, des représentants des sociétés civiles des deux Kivu et de la Province Orientale se sont réunis à Entebbe pour présenter leurs alternatives face aux attermoissements des acteurs politiques réunis à Kampala ([RDC_19_2](#)). En fin de semaine, le chef politique du M23, absent à Kampala, demandait la démission pure et simple du président Kabila et la dissolution de l'Assemblée nationale : il menaçait de reprendre Goma ([RDC_19_3](#)).

Au niveau de la SADC, les pays membres ont accepté de contribuer à la constitution de la force internationale neutre chargée du contrôle des frontières : la Tanzanie et le Zimbabwe ont décidé d'y participer à concurrence d'un bataillon sans que l'on puisse déterminer les effectifs ([RDC_27](#)) ([RDC_31](#)).

Au niveau des Nations unies, on étudie toujours le principe du renforcement de la MONUSCO, y compris par des moyens plus offensifs ([RDC_25](#)) : celle-ci a été accusée par le président ougandais, dont le pays est impliqué également dans le soutien au M23, de faire du « tourisme militaire » ([OUG_1](#)). Le président du Congo-Brazzaville, qui a déclaré pour sa part sa solidarité pleine et entière avec la RDC, déplore que vingt ans après la création du Comité des N.U. sur la question de la paix et de la sécurité en Afrique centrale, cette région soit toujours confrontée à des conflits armés ([RDC_26](#)). De son côté, la représentante spéciale du Secrétaire générale des N.U. chargée des violences sexuelles a demandé au gouvernement congolais de prendre des mesures à l'encontre des auteurs de ces violences, qu'ils appartiennent au M23, au FDLR ou à l'armée congolaise ([RDC_20](#)).

Du côté de l'Union européenne, le Conseil réitère sa condamnation du M23 et

de ceux qui le soutient : il approuve les sanctions à son égard par le Conseil de sécurité tout en saluant l'ouverture de négociations entre « les parties en conflit ». Une résolution du Parlement européen, qui cite nommément le Rwanda et l'Ouganda comme les pays soutenant le M23, condamne elle aussi la mutinerie ([RDC_28](#)). Enfin, aux Etats-Unis, le sous-secrétaire d'Etat aux affaires africaines, dont la politique a été sévèrement mise en cause par certains élus du Congrès et des ONG, a finalement admis publiquement que le Rwanda ait pu soutenir la mutinerie congolaise ([RDC_29](#)).

Sur le terrain, on note une reprise des activités à Goma avec la réouverture du siège local de la Banque centrale, le retour des autorités provinciales et la fin de la cavale d'une dizaine de détenus sur plus d'un millier que le M23 avait libéré ([RDC_2](#)). Ce dernier, voulant démontrer sa bonne foi, a remis au bureau du mécanisme conjoint de vérification de la CIRGL une centaine de militaires congolais qui avaient rejoint le mouvement ([RDC_5](#)). Les forces militaires du mouvement se trouvent cependant toujours à quelques km de la ville, ce qui est contraire aux accords de Kampala : le coordinateur du mécanisme de vérification explique toutefois que cette situation est liée entre autres à l'absence du déploiement de la force internationale neutre à l'aéroport de Goma ([RDC_9](#)) ([RDC_10](#)). La question du niveau de la participation rwandaise à la mutinerie continue à se poser : une dizaine de soldats rwandais auraient été arrêtés par les FARDC, ce qui n'est pas confirmé par le ministre de l'Intérieur ([RDC_8](#)), tandis qu'une vingtaine d'entre eux seront jugés à Kinshasa, le Rwanda démentant toute présence de ses soldats en RDC ([RDC_23](#)). En outre, des informations font état de la présence de troupes rwandaises au nord de Goma, dans une localité tenue par le M23 ([RDC_10_1](#)). Ceci étant dit, il n'en reste pas moins vrai que la crédibilité des FARDC reste posée : des observateurs estiment que la chute de Goma est liée à des « trahisons » au niveau du commandement ([RDC_1](#)). Par ailleurs, l'insécurité règne toujours autour de Goma et plus au nord. Des militaires indisciplinés et des hommes armés non-identifiés ont une nouvelle fois commis des pillages et des viols au camp de réfugiés de Mugunga et en territoire de Lubero ([RDC_4](#)) ([RDC_6](#)) ([RDC_7](#)). On relèvera toutefois qu'un nouveau parquet militaire a été installé à Minova où avaient eu lieu des exactions commises par des éléments des FARDC qui s'y étaient repliés après la chute de Goma ([RDC_21](#)) et qu'au Sud Kivu, un colonel déserteur devenu chef Maï-Maï s'est rendu à l'Etat major des FARDC à Baraka ([RDC_3](#)).

Toujours pour ce qui regarde la sécurité, mais en dehors du Kivu, un rapport de plusieurs ONG évoque l'échec total de la stratégie pour contrer la LRA en RDC où plusieurs personnes ont été enlevées cette semaine dans le territoire de Faradje ([RDC_11](#)), tandis qu'une attaque et des pillages commis par des hommes armés venus de la frontière avec le Sud-Soudan ont eu lieu en territoire d'Aru ([RDC_11_1](#)). Par ailleurs, les FARDC ont réussi à reprendre au chef de

guerre Morgan plusieurs localités du territoire de Mambasa ([RDC_11_2](#)).

Dans le domaine politique, alors que la Voix des Sans Voix dénonce la politisation à outrance de la CENI, les députés nationaux ont adopté la réforme de la loi électorale dont le président sera issu de la société civile ([RDC_12](#)). Toujours pour ce qui regarde la CENI, celle-ci a avalisé l'élection d'un nouveau gouverneur du Kasai Occidental élu sur une liste indépendante. On relèvera toutefois que les deux autres gouverneurs indépendants du Bas Congo et de la Province Orientale n'ont toujours pas été investis par le Chef de l'Etat ([RDC_19](#)).

Dans le domaine des droits humains, l'ONG de défense des journalistes congolais estime que la RDC a atteint un niveau record en termes d'atteintes aux libertés de la presse ([RDC_22](#)).

Dans le domaine financier, l'ONG Global Witness approuve les récentes mesures du FMI qui ont arrêté les prêts à la RDC du fait du manque de transparence en matière d'octroi de contrats miniers ([RDC_24](#)).

Dans le domaine des relations extérieures, le parquet fédéral belge va ouvrir une enquête sur l'assassinat de Patrice Lumumba à la requête de certains membres de sa famille qui sollicite l'appui du gouvernement congolais dans le futur procès qui se déroulera en Belgique : les noms de deux anciens diplomates, Etienne Davignon, président du CA de Brussels Airlines, et Jacques Brassinne sont cités dans cette affaire ([RDC_30](#)).

Au Burundi, le Chef de l'Etat entend mener un combat sans merci contre la corruption, un combat dont le bilan est jugé négativement par le dirigeant de l'ONG OLUCOME ([BUR_1](#)).